

GISÈLE HALIMI BIENTÔT AU PANTHÉON ?

Promise, repoussée, enlisée, la panthéonisation de l'avocate pourrait être actée avant la fin du quinquennat. Selon nos informations, une date circule déjà au sommet de l'État.

PAR ALISON TERRIEN

LES CERCUEILS DE MARC ET DE SIMONNE BLOCH ont lentement remonté la rue Soufflot, le 23 juin, sous le regard des spectateurs massés derrière les barrières. Au bout, le Panthéon et sa devise gravée sur le fronton : « Aux grands hommes la patrie reconnaissante ». L'historien résistant, fusillé par la Gestapo quatre-vingt-deux ans plus tôt, y a rejoint les derniers entrés : Joséphine Baker en 2021, Missak et Mélinée Manouchian en 2024, Robert Badinter en octobre dernier. À chacune de ces panthéonisations, la même question : où en est celle de Gisèle Halimi, réclamée dès la mort de l'avocate franco-tunisienne, le 28 juillet 2020, à l'âge de 93 ans ?

Bientôt six ans que la patrie tarde à se montrer reconnaissante envers celle qui a plaidé dans bon nombre de grands procès du siècle dernier : défense de Djamila Boupaicha, militante du FLN torturée et vio-

lée par des soldats français pendant la guerre d'Algérie, droit à l'avortement au procès de Bobigny en 1972, criminalisation du viol aux assises d'Aix-en-Provence en 1978, combat pour la dépénalisation de l'homosexualité aux côtés de Badinter... Alors que le dossier semblait enlisé, il pourrait bien connaître son épilogue avant la fin de ce quinquennat et faire de l'avocate la dernière panthéonisée de l'ère Macron.

Le 2 juin, M^e Samia Maktouf, présidente de l'Association Prix littéraire Gisèle-Halimi, a saisi Emmanuel Macron pour apporter son soutien à la demande de panthéonisation de l'avocate. Selon une source proche du dossier, la présidence a accusé bonne réception et s'est montrée sensible à la démarche, sans donner

plus d'informations à ce stade. « Solliciter la panthéonisation de Gisèle Halimi, c'est demander à la nation de reconnaître l'œuvre d'une avocate qui a fait de la justice un instrument de combat pour les droits des femmes et les droits humains, explique M^e Maktouf. Sa place est tout naturellement aux côtés de ceux avec lesquels elle s'est battue, dans les institutions, au Parlement et dans les prétoires. »

À la mort de Gisèle Halimi, l'Élysée salue « les progrès et les droits conquis par cette femme exceptionnelle ». Très vite, la mobilisation s'organise : une pétition réunit plus de 35 000 signatures, puis l'historien Benjamin Stora, dans son rapport sur les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie, remis à Emmanuel Macron en janvier 2021, préconise sa panthéonisation. À l'automne 2022, soixante-seize députés de la majorité pressent à leur tour le Président de trancher. En vain. Le dossier n'avance plus, jusqu'à l'hommage national du 8 mars 2023 au Palais de justice de Paris, en pleine mobilisation contre la réforme des retraites. Emmanuel Macron n'annonce rien. Le processus d'entrée au Panthéon « est toujours à l'étude et sera mené jusqu'à son terme », se borne à indiquer l'Élysée à Franceinfo. Serge Halimi, l'un des

8 FEMMES SOUS LA COUPOLE...

... POUR 77 HOMMES. LA PREMIÈRE, SOPHIE BERTHELOT, Y A ÉTÉ INHUMÉE EN 1907 POUR ACCOMPAGNER SON MARI, LE CHIMISTE MARCELLIN BERTHELOT, DONT ELLE ÉTAIT LA COLLABORATRICE. IL FAUDRA ATTENDRE 1995 POUR QUE MARIE CURIE LA REJOIGNE. SUIVRONT GERMAINE TILLION ET GENEVIÈVE DE GAULLE-ANTHONIOZ EN 2015, SIMONE VEIL EN 2018, JOSÉPHINE BAKER EN 2021, MÉLINÉE MANOUCHIAN EN 2024 ET SIMONNE BLOCH EN JUIN.

trois fils de l'avocate, boycotte la cérémonie et dénonce des années de tergiversations.

Trois ans ont passé. « Un hommage national, c'est bien, mais une panthéonisation, c'est pour l'éternité », tranche M^e Maktouf. Pour Benjamin Stora, le blocage tient en un mot : « l'Algérie ». L'historien pointe des dernières panthéonisations « centrées essentiellement sur la Résistance, sur les déportations, sur la Seconde Guerre mondiale » : jamais la République n'a fait entrer sous la coupole une figure du combat contre la guerre d'Algérie. En janvier 2021, dans « Le Figaro », un collectif de femmes et de filles de harkis s'opposait à l'entrée de celle qui, selon elles, « n'est pas une femme de réconciliation ».

Car l'avocate dérange encore. En mars, « Mediapart » exhuma un tweet du militant néonazi Quentin Deranque, mort à Lyon après avoir été passé à tabac par des militants antifascistes. « Il faudra déterrer et fusiller Halimi », écrivait-il. « Elle continue d'être le cauchemar de l'extrême droite, constate Ana Cuesta, présidente de Choisir la cause des femmes, l'association que Gisèle Halimi fonda avec Simone de Beauvoir. Certains de ses combats sont systématiquement invisibilisés, notamment contre le colonialisme et l'impérialisme. » C'est précisément ce qui ferait, aux yeux d'Ana Cuesta, la portée du geste : « La perspective que Gisèle Halimi puisse entrer au

“Gisèle Halimi continue d'être le cauchemar de l'extrême droite, certains de ses combats sont systématiquement invisibilisés.”

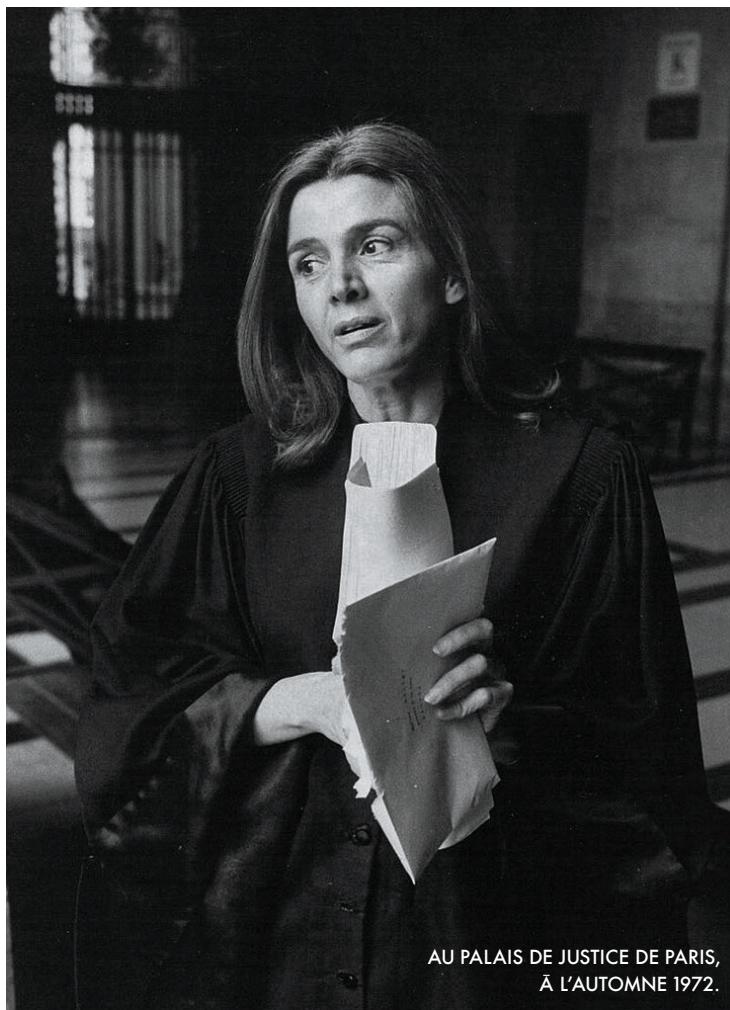
ANA CUESTA, PRÉSIDENTE
DE CHOISIR LA CAUSE DES FEMMES

Panthéon avec tous ces combats – féministes, anticolonialistes, antifascistes, en faveur de la cause palestinienne – serait un symbole très fort. »

L'année 2027 pourrait tout dénouer. Ce sera le centenaire de la naissance de l'avocate, et sortira à l'automne le film « L'Affaire Marie-Claire », avec Charlotte Gainsbourg, consacré au procès de Bobigny. « Les planètes sont alignées », veut croire Jean-Yves Halimi. De l'Élysée, le fils aîné n'obtient qu'une réponse, la même depuis des années : le dossier « est à l'étude ». « À chaque fois, on m'assure que ce n'est pas enterré », dit-il. Selon nos informations, une

date circulerait au sommet de l'État : le 8 mars 2027, Journée internationale des droits des femmes, jour anniversaire, aussi, de l'entrée du droit à l'avortement dans la Constitution, en 2024.

Sollicité, Bruno Roger-Petit, conseiller mémoire d'Emmanuel Macron, nous assure que « la présidence de la République suit avec beaucoup d'attention ce qui a trait à la demande d'entrée au Panthéon de la figure de Gisèle Halimi ». Sur la date : « Ni démenti ni confirmation. » Le calendrier, lui, se referme. Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 18 avril 2027. « Le temps presse », prévient Benjamin Stora. Maud Halimi, 33 ans, petite-fille de l'avocate, veut aussi y croire : « La panthéonisation aujourd'hui prendrait tout son sens, à un moment où les idées de l'extrême droite connaissent une résurgence extrêmement importante. Ça permettrait d'élever tous les combats qu'elle a portés. » ●



AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS,
À L'AUTOMNE 1972.